



Un autre système économique, L'économie solidaire

Une autre économie est-elle possible que celle qui domine aujourd'hui, l'économie libérale et capitaliste ? Des millions de projets et de réalisations d'échanges solidaires prennent forme un peu partout dans le monde. Ils ont leurs racines dans le territoire, soutenus par la base. Mais peuvent-ils former une base alternative au capitalisme actuel ?

Devant la destruction de notre planète, devant le fait que l'économie libérale « suce jusqu'à la dernière goutte de notre sang » pour reprendre l'expression de Filemón, paysan du Mexique, les ruraux peuvent-ils mettre en œuvre une autre économie, dite solidaire, qui réponde à leurs besoins et leur permette de vivre dignement ? La souveraineté alimentaire est un concept que développe la FIMARC depuis de nombreuses années. Comment peut-elle s'insérer dans une économie solidaire, pour le bien-être et l'avenir des ruraux ? Ces pages proposent une première approche de cette réalité de l'économie solidaire.

UN MONDE INEGALITAIRE

Nous vivons dans un monde où nous pouvons constater un paradoxe éloquent : jamais les pays riches n'ont été aussi riches ; jamais les sociétés n'ont été aussi inégalitaires. En Europe, pour ne prendre que l'exemple de ce continent, des dizaines de millions de femmes et d'hommes vivent dans la pauvreté et la marginalité. La grande majorité des populations des pays pauvres – dont les ruraux – vivent dans des situations de précarité et souvent de survie. Pour sortir de ces impasses, il nous faut explorer de nouvelles pistes, celles de l'économie solidaire.

Tout peut-il dépendre du profit financier ?

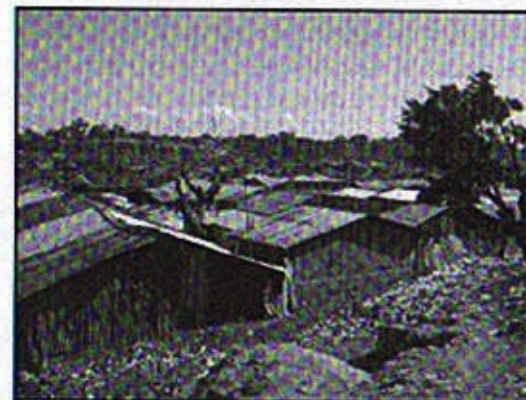
En effet, l'économie libérale provoque un développement inégal qui entraîne une paupérisation grandissante dans le monde. Près de 70 % de la population des pays du Sud et des pans entiers et croissants de la population des pays riches sont fortement marginalisés. L'origine du mouvement de l'économie solidaire se situe dans ce constat : le système économique libéral ne répond pas aux besoins essentiels des populations, en particulier des populations les plus défavorisées.



Marie Caroline Collard (SAW-BE) et Laurent Mortreuil (UNIAPAC)
Personnes ressources au séminaire de Bruxelles, mai 2007



L'économie libérale se libère de toute contrainte sociale. Il faut toujours produire plus, pour plus de profit, au détriment des personnes et des communautés humaines. Elle produit des richesses en quantité impressionnantes, inégalement réparties au bénéfice d'une minorité de la population du globe. Elle génère de la précarité, de l'insécurité et l'exclusion de personnes et de communautés humaines entières. Les décisions sont prises au nom d'impératifs financiers. Et donc l'avenir des hommes et des femmes, leur travail, leurs revenus, leur rôle dans la cité, dépendent des décisions financières : le profit avant toute chose.



Bidonville de Nairobi, Kenya, janvier 2007

La personne humaine en priorité

Dans ce contexte, des millions de familles ont mis en place des activités économiques alternatives. Elles sont le résultat d'un foisonnement d'idées et d'initiatives individuelles et collectives, pour survivre et faire croître les revenus.

Par exemple, dans l'un des bidonvilles autour de Nairobi, au Kenya, des jeunes se sont organisés pour ramasser les ordures ménagères et les déchets de leur quartier ; ils les transportent vers la décharge, où ils les trient et récupèrent tout ce qui peut être vendu ; résultats : leur quartier est plus propre et plus sain, et les jeunes ont un petit revenu. Cette initiative ne répond pas à tous les défis des habitants du bidonville. Mais elle permet à des jeunes de se prouver à eux-mêmes qu'ils sont capables d'agir et de changer le cours de leur vie et de celle de leur quartier.



Les activités de l'économie solidaire sont souvent bien connues : entreprises adaptées pour le travail des personnes handicapées ; logement des exclus ; éducation populaire ; aide aux personnes ; accès aux loisirs pour les plus démunis ; recyclage et récupération économique de déchets ; protection de l'environnement ; insertion économique et sociale des chômeurs ; commerce équitable qui soutient les petits producteurs du Sud ; activités de services de leur communauté lancées par des femmes, etc. Ces activités sont souvent à la frontière entre l'économie sociale et solidaire, mais toujours en rupture avec le système économique libéral.

Elles sont le signe visible et tangible qu'une autre économie est possible : celle qui met l'Homme au centre de ses préoccupations et décisions.

Questions proposées pour le travail des groupes et mouvements :

- *Dans votre environnement, connaissez-vous des activités liées à l'économie solidaire ?*
- *Qui les a créées, qui les anime, avec quels objectifs ?*
- *Quelles sont les difficultés rencontrées pour faire vivre ces réalisations ?*

LA PERSONNE ET LA COMMUNAUTE AU CENTRE DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE

Ces multiples activités ont-elles des points de convergence ? Trois facteurs essentiels permettent de qualifier les actions et activités de l'économie solidaire. Devant l'exclusion économique d'une partie toujours plus grande de la société, il faut chercher autre chose.

Et ceci se caractérise par des activités autonomes, créatrices de vie locale et de richesses locales, sous forme coopérative ou autres formes de travail ensemble, et aussi par l'aide mutuelle des personnes, des groupes, des communautés.

Devant l'insatisfaction croissante pour tout ce qui concerne la culture – au sens fort du mot – de l'économie de marché, l'économie solidaire permet de trouver d'autres moyens pour produire et procurer des services adaptés aux besoins concrets locaux. Ces activités sont basées sur la coopération, l'autonomie, l'autogestion participative de tous les acteurs.



*Séminaire MIJARC - FIMARC
sur l'économie solidaire
Bruxelles, mai 2007*

Faire de l'économie « autrement »

L'économie solidaire est un vaste mouvement qui regroupe des milliers d'initiatives locales qui ont pour but de produire, de consommer, d'employer des personnes, d'épargner, de décider « autrement ». Ce terme « autrement » est essentiel, dans le sens où il dit que l'économie solidaire fonctionne en recherchant bien sûr une certaine efficacité économique, dans le service collectif pour mieux vivre ensemble, mettant en œuvre des formes de gouvernance démocratique, dans le respect des personnes.

Indonésie, sauvegarde des semences



L'économie solidaire ne cherche pas à maximiser le profit, et ne met pas en priorité le rendement du capital investi. Elle vise à répondre à des besoins non satisfaits par le marché économique classique néo-libéral. Elle combine de façon équilibrée les différentes ressources des activités marchandes (en vendant des services rendus), des activités non-marchandes (notamment par la redistribution des richesses), et les activités non monétaires (par des contributions volontaires des personnes).



En refusant la séparation entre l'économique, le politique et le social, l'économie solidaire met en avant des paramètres de référence : une finalité de service à la collectivité et non le profit au service du capital ; autonomie de gestion ; processus de décision démocratique, les femmes ayant toute leur place dans tout le processus ; privilégier, dans la répartition des revenus et des richesses, le travail sur le capital ; une perspective de développement durable. Elle est ainsi une résistance puissante à l'individualisme marchand qui mine nos sociétés et écrase la personne humaine. Elle est donc une économie « autre », où la cohésion, la solidarité, le projet collectif sont des valeurs de référence.

Dynamique locale

C'est une forme alternative, juste et humaine, de faire de l'économie, basée sur la solidarité, sur le travail, sur l'appui mutuel et sur la coopération. Elle exige un nouveau type de développement alternatif, intégral, à échelle humaine, soutenable. Elle est enracinée dans le territoire, avec des activités adaptées aux besoins locaux et à la culture locale. Elle permet d'agrandir l'espace de liberté de la société civile, donc du citoyen. Elle amplifie les capacités de chaque personne et groupe ou communauté, elle maintient la diversité du vivant.

L'économie solidaire crée de nouvelles relations entre les acteurs économiques, basées sur la réciprocité, la coopération. Elle met en œuvre les moyens pour la justice et le respect des personnes : conditions de travail, santé, formation, intégration sociale de tous et surtout des plus exclus et des plus faibles, garantie des biens essentiels pour les besoins des personnes et des communautés. Elle veille au respect de l'environnement et à préserver la nature pour le futur. La participation démocratique valorise l'autogestion, le dialogue et le débat pour aboutir à des décisions collectives. Elle s'enracine dans l'économie locale par ses relations avec l'ensemble des activités humaines du milieu.



Résister à la fatalité

Ainsi, une nouvelle économie est l'arme la plus puissante pour combattre la globalisation négative de la société actuelle. Elle prend en compte l'exigence de la souveraineté alimentaire. L'économie solidaire provoque ses acteurs à penser globalement, à la dimension mondiale de l'économie et des relations humaines, en agissant localement, dans une perspective dynamique de solidarité. Elle valorise les aspects positifs de chaque personne et de chaque communauté.

L'économie solidaire s'attaque aux problèmes des plus démunis, répond aux besoins individuels et collectifs. C'est une résistance à la fatalité, une confiance dans le progrès social et dans la démocratie participative. Elle met le capital humain au centre et au service de tous et de la communauté.

Questions proposées pour le travail des groupes et des mouvements :

- *Comment les activités de l'économie solidaire que vous connaissez répondent elles aux besoins réels et essentiels des personnes et de communautés ?*
- *Quels sont les Droits humains essentiels qui sont promus par ces réalisations ?*
- *Comment ces réalisations mettent elles en œuvre, concrètement, le concept de la souveraineté alimentaire ?*

FOISONNEMENT D'INITIATIVES ET DE REALISATIONS

Dans de nombreux pays, des initiatives et des actions sont entreprises pour mettre l'Homme au centre de l'économie et de toute activité liée à l'économie.

En République Démocratique du Congo, une ONG aide des femmes à faibles revenus pour leur formation. Par le micro-crédit solidaire, elles diversifient leurs activités, ce qui leur permet de sortir de la marginalité, d'avoir un revenu et de faire reconnaître leurs droits en tant que femmes. En Bolivie, une organisation paysanne aide des communautés paysannes à relancer la production de cultures vivrières, à les gérer et les commercialiser, à développer le tourisme local alternatif. Les résultats en sont un dépassement collectif des épreuves pour réussir ensemble, la promotion d'intérêts communautaires, le développement des capacités d'organisation des populations marginalisées, la valorisation de la coresponsabilité



El Salvador, avril 2007



Droit à la terre

En Inde, les Dalits luttent pour le droit à la terre, aux ressources naturelles, à l'éducation, aux moyens de développer des activités économiques. De ce fait, la situation économique a progressé, et surtout, les Dalits retrouvent une estime individuelle et collective d'eux-mêmes.

Au Pérou, des ouvriers sont soutenus pour créer des micros entreprises, et bénéficient de formations pratiques et théoriques. En Indonésie, il s'agit de la lutte pour la terre et le soutien à l'organisation communautaire des petits paysans. Ce qui leur permet de produire et de commercialiser des produits agricoles, pour avoir un revenu. Au Bangladesh, le micro crédit permet à une nombreuse population très pauvre d'améliorer sa situation économique, d'acquiescer une certaine confiance en soi. Il s'agit surtout de femmes.

Le micro crédit permet aux pauvres d'accéder au droit d'avoir un crédit pour démarrer et développer une activité économique. Ce qui permet d'améliorer les conditions de vie des personnes. Cependant une question est posée : le micro crédit va-t-il conduire ses bénéficiaires vers le système économique libéral dominant, ou les aider à développer le système de l'économie solidaire ?

Ailleurs, la création de monnaie parallèle – appelée aussi monnaie sociale – amplifie les capacités des initiatives individuelles, emploie les ressources disponibles pour la production locale de biens et de services, réduit le chômage, et aboutit à de nouvelles possibilités financières pour les populations.



*Le Sommet Global du Micro
crédit 2006 a eu lieu du 12 au 15 no-
vembre 2006 à Halifax
Nouvelle-Écosse, Canada*

Utopie mobilisatrice

L'économie solidaire permet de se réappropriier collectivement le concept de souveraineté alimentaire, par le développement d'alliances, par la consolidation des plates-formes et de réseaux de solidarité : producteurs locaux, consommateurs, personnels salariés, organismes locaux de crédit ou d'épargne populaire. Il s'agit toujours de développer l'économie et la vie sociale locale dans le but de satisfaire les besoins des personnes et communautés impliquées dans le processus économique. Dans cette dynamique, l'agriculture paysanne retrouve son rôle premier : respect du paysan producteur, réponse aux besoins des populations et de la société par des produits sains et de qualité, protection de l'environnement, gestion du territoire.

Le système de l'économie solidaire est un système global pour un changement radical des modes de production, des relations entre les acteurs économiques, entre les communautés locales. Une utopie qui mobilise les énergies des personnes et des communautés pour trouver les chemins d'un meilleur vivre ensemble.

Questions proposées pour le travail des groupes et des mouvements :

- Quelles sont les alliances que font les acteurs de l'économie solidaire avec d'autres réalisations, dans le pays même et au-delà ?*
- Quelles valeurs humaines sont mises en œuvre dans ces réseaux de solidarité ?*
- Comment votre groupe ou votre mouvement est impliqué dans ces réalisations et ces projets ?*

Objectifs de l'économie solidaire

« Nous affirmons que l'économie sociale et solidaire n'est pas faite pour combler les carences des politiques, elle est une proposition politique, qui doit donner une cohérence globale aux multiples initiatives de terrain et constituer une alternative au système néo libéral.

L'économie solidaire répond aux besoins des personnes ou des communautés. Il est nécessaire que les producteurs soient maîtres de leur gestion, grâce à une éducation permanente, à un fonctionnement démocratique participatif. La primauté est donnée aux personnes et à leur travail, non au capital. L'économie solidaire privilégie le développement local et durable, veille à l'équité des genres, sans entamer les ressources des générations futures. Elle garantit à tous leurs droits fondamentaux (alimentation, logement, éducation), alors que le système néolibéral en garantit l'accès...à ceux qui ont les moyens.

Nous sommes mobilisés pour faire avancer notre objectif d'une économie solidaire, et à travers elle, atteindre une véritable souveraineté alimentaire. C'est pourquoi nous demandons à nos élus politiques d'affirmer dans les faits leur volonté politique d'une économie solidaire :

- afin de donner une perspective durable aux initiatives de terrain actuellement engagées
- afin d'inverser la tendance par rapport au système néolibéral, qui contamine tout.

*Extraits de la déclaration finale du séminaire international
MIJARC - FIMARC Mai 2007- Belgique.*